

TRIBUNE COLLECTIVE

“Le CESE, un des rares lieux où se construit du compromis”



"Le Conseil économique, social et environnemental est l'un des rares lieux où se construit du compromis"



Conseil économique social et environnemental

44 185 abonnés

8 juillet 2025

70 dirigeants d'organisations de la société civile prennent la parole dans une tribune parue dans [Le Monde](#) pour rappeler la nécessité démocratique des corps intermédiaires, leur vertu de concertation, particulièrement en ces temps de fractures politiques.

Alors que partout dans le monde, les sociétés démocratiques font face à la remise en cause de leurs institutions et de leurs contre-pouvoirs, nous, organisations de la société civile organisée, tenons à rappeler l'importance d'institutions présentes dans plus de 70 pays : les Conseils économiques et sociaux, et dans sa déclinaison française, le Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Depuis 1946, notre Constitution reconnaît que la démocratie ne se résume pas au seul suffrage universel. On vote bien en Hongrie, mais il est toujours plus difficile d'y créer un syndicat ! **La démocratie repose aussi sur l'écoute des corps intermédiaires, sur la concertation, sur la capacité à inventer collectivement des solutions équilibrées et acceptées par nos concitoyens.** Et pourtant, à l'heure où l'exigence de participation citoyenne est plus forte que jamais, où l'action politique est paralysée par l'absence de tout compromis, certains semblent n'avoir d'autres priorités que d'affaiblir le CESE.

Derrière ces attaques se cache souvent un parti pris, celui d'opposer la démocratie représentative aux corps intermédiaires, la légitimité du vote aux voix de la société organisée. Cette pente est dangereusement glissante : avec les mêmes arguments et après avoir « fait un exemple », **on ne tardera pas à opposer peuple tout-puissant et démocratie représentative.**

Pour les populistes, toute assemblée sera toujours trop chère, trop lente, trop improductive, trop politisée. Le Sénat ? Redondant. L'Assemblée ? Brouillonne et dysfonctionnelle. Il suffit d'un pouvoir fort. L'arroseur risque bien d'être arrosé à son tour.

S'en prendre au CESE, ce n'est pas viser une « bureaucratie » hors-sol : **c'est attaquer la voix de plus de 80 organisations, la voix de Français engagés dans des associations, des syndicats, des entreprises, des ONG, des mutuelles, des coopératives – qui portent, au nom de millions de citoyennes et citoyens, les réalités du quotidien.** Dans un moment où la société est traversée par tant de colères, de fractures et de défiances, faut-il vraiment fragiliser un des rares lieux où ces voix se parlent, se confrontent et construisent du compromis ?

D'autres voudraient faire croire qu'en supprimant le CESE, on réaliserait une économie substantielle pour les finances publiques. Mais la réalité est tout autre : **le budget du CESE, accessible sur son site internet, représente à peine 0,006 % du budget de l'État.** La participation, le débat pluraliste sont-ils d'abord des coûts, ou le prix à payer pour une démocratie moderne ? Sans compter que la concertation organisée, bien menée, évite souvent des blocages, des conflits coûteux, des erreurs de politiques publiques que l'on paie, elles, au prix fort. Économiser quelques millions aujourd'hui, c'est renoncer à la capacité de rapprocher les points de vue, de dépasser les clivages pour éclairer l'action publique dans la durée.

Bien sûr, le CESE doit continuer à se transformer et à améliorer son fonctionnement : il l'a fait et continuera à le faire. Nous l'affirmons nous-mêmes : pour être plus utile, il doit être davantage sollicité, plus souvent saisi par le Gouvernement et aussi par le Parlement, sur les sujets les plus prioritaires. Et si les payeurs écoutaient davantage les conseillers ? Cela ne doit pas l'empêcher de mieux démontrer l'impact concret de ses préconisations, pour qu'aucun avis ne reste lettre morte. Il doit rendre plus visible la parole de la société civile.

Mais **l'étouffement ou le démantèlement ne sont pas une réponse.** Au contraire, quand tant d'alertes s'élèvent sur la fragilité de nos démocraties, nous avons besoin de plus de dialogue civil, pas de moins. De plus de participation, pas de moins. De plus de coopération entre l'État, les élus et la société, pas de moins.

À toutes celles et ceux qui défendent la République sociale, nous disons : ne laissons pas l'antiparlementarisme primaire gangréner notre démocratie, à coups de tronçonneuse. À toutes celles et ceux qui cherchent des solutions, nous disons : utilisez-nous mieux !

Cette tribune est signée par :

Majid El Jarroudi ADIVE Estelle Brachlianoff Isabelle Doresse Dewas Mouvement international ATD Quart Monde Pierre Goguet CCI France Marion Lelouvier Centre Français des Fonds et Fondations Marylise Leon CFDT Francois Hommeril CFE-CGC Jean Christophe Repon CAPEB Dominique Anract CGAD - Confédération Générale de l'Alimentation en Détail Souâd Belhaddad Citoyenneté Possible STEPHANIE PAUZAT CPME nationale Joël Fourny CMA France Marie-Claire Martel COFAC Arnaud de Broca Collectif Handicaps CNAJEP Barbara Quaranta La Compagnie des Aidants Pierre Erbs CFR - Confédération Française des Retraités Jacques Landriot Sophie Binet La CGT confédération paysanne Laurent Munerot Jérémie Boroy Conseil national consultatif des personnes handicapées Didier TRONCHE CNAPE, la fédération des associations de protection de l'enfant Olivier Bruyeron Coordination SUD Maelle Nizan vincent Moisselin FESAC - Fédération des Entreprises du Spectacle vivant, de la Musique, de l'Audiovisuel et du Cinéma Julie L'HOTEL DELHOUME Fepem - Fédération des particuliers employeurs de France Michael Weber Fédération des Parcs naturels régionaux de France Eric Chenut FNMF - Fédération Nationale de la Mutualité Française CLAUDE ROUSTAN Fédération Nationale de la Pêche en France FNPF Henri Bies-Péré FNSEA Fédération Nationale Solidarité Femmes Antoine Gatet France Nature Environnement Sabine Roux de Bézieux Fondation de la Mer Gildas BONNEL Fondation pour la Nature et l'Homme Frédéric Souillot Force Ouvrière France Assos Santé Marianne Tordeux Bitker France Digitale Patrick Levy-Waitz France Tiers-Lieux Jean Pascal THOMASSET Fédération France Victimes bernard Chevassus-au-Louis Humanité et Biodiversité Hélène Lacassagne Ligue de l'enseignement - centre confédéral Les Amis de la Terre France Marie Noëlle Lienemann Les Coop' Hlm - Fédération nationale des sociétés coopératives d'Hlm Mouvement des Entreprises de France Claire Thoury Le Mouvement associatif Saïd Hammouche Mozaïk RH Yazid Chir Edouard Toulouse Réseau Action Climat Martin BOBEL Réseau National des Ressourceries et Recycleries Nathalie Van Den Broeck Surfrider Foundation Europe Samira DJOUADI Michel Picon U2P David Cluzeau Marie-Amandine STEVENIN UFC-Que Choisir Bernard Tranchand, Bernard Unaf - Union Nationale des Associations Familiales UNEF - Union Nationale des Étudiants de France denis raynal UNAPL Laurent Escure UNSA Julie Ferrua Union syndicale Solidaires daniele JOURDAIN MENNINGER Uniopss Veronique Andrieux WWF-France